DRHG | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

BILAN SOCIAL 2014

SOCIETE GENERALE

DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'EQUIPE

VERSION IMPRIMABLE

Édito

Notre métier de banquier change profondément car les besoins de nos clients évoluent, en particulier à l'heure du digital, tandis que nous devons respecter une réglementation toujours plus contraignante. Pour accompagner ces changements, nous devons penser d'abord à nos clients : comment mieux les servir, mieux les protéger, mieux les aider à financer leurs projets, tout cela à un coût compétitif.

C'est grâce à la satisfaction durable de nos clients que nous préserverons au mieux les intérêts de l'ensemble de nos parties prenantes, sur le long terme.

La politique de ressources humaines reflète cette ambition car nous ne pouvons pas avoir de clients satisfaits si nous ne développons pas nos collaborateurs du mieux possible. Nous devons pour cela créer les conditions d'écoute et de respect de chacun tout en proposant un accompagnement et un développement professionnel qui répondent aux besoins de l'entreprise. C'est pourquoi en 2014 la Direction des Ressources Humaines a travaillé particulièrement, en relation avec les représentants du personnel, sur l'évolution de nos métiers et des compétences mais aussi sur les conditions de vie au travail. Pour accompagner l'ambition de l'entreprise, nous avons également repensé nos valeurs (esprit d'équipe, innovation, responsabilité et engagement) et élaboré le nouveau modèle de leadership qui définit les comportements attendus au sein de Société Générale.

Edouard-Malo Henry
Directeur des Ressources Humaines du Groupe

Bilan social 2014

5 372
recrutements

44,7%
de femmes parmi les cadres

3,5%
de la masse salariale consacrée à la formation continue

4 501
salariés à temps partiel

11,3 millions €
versés en allocation de crèche et de garde

20
accords signés

1 827 €
en moyenne par salarié au titre de l'intéressement et de la participation

Les indicateurs sociaux sont donnés sur le périmètre Société Générale SA en France, c'est-à-dire Société Générale hors filiales.

Emploi

La gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences mise en place depuis 2013 est un outil clé pour accompagner les évolutions du Groupe : elle correspond à une démarche stratégique de pilotage et d'anticipation des emplois et des compétences dans le but de permettre au Groupe de se doter des compétences dont nos métiers auront besoin à moyen et long terme.

Nous devons permettre à nos collaborateurs de développer leur employabilité par la formation et l'élaboration de parcours professionnels pertinents. C'est pourquoi nous développons une politique de mobilité interne active afin de favoriser l'adaptation permanente de leurs compétences aux évolutions rapides de notre environnement tout en proposant des parcours de carrière motivants.

Si la mobilité interne est systématiquement privilégiée par rapport aux besoins de postes à pourvoir, notre rôle consiste également à recourir au recrutement externe pour les métiers en croissance ou naissants, en portant une attention particulière à la diversité des profils.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Emploi

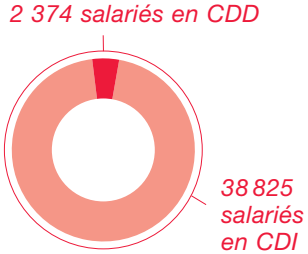
11 Effectifs

	2014	2013	2012
Effectif rémunéré au 31 décembre	**41 199**	40 744	41 125
Effectif absent sans solde	**1 479**	1 415	1 362
Salariés détachés	**1 568**	1 598	1 689
Salariés détachés accueillis	**407**	324	353
Personnel de ménage	**42**	51	61
Effectif total (rémunéré au 31 décembre, absents, détachés et personnel de ménage)	**44 288**	43 808	44 237
Effectif à temps partiel en équivalent temps plein	**3 445**	3 382	3 376

VOIR LE DÉTAIL

Salariés inscrits à l'effectif, présents ou absents, à temps plein ou temps partiel.

Répartition des effectifs au 31 décembre 2014



Emploi

11 Effectifs *(suite)*

	2014	2013	2012
Effectif permanent à plein-temps	**32 845**	33 314	34 242
Nombre de salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée au 31 décembre	**2 374**	1 968	1 697
Effectif mensuel moyen	**40 645**	40 706	41 371
Répartition par sexe de l'effectif rémunéré au 31 décembre			
Hommes	**17 744**	17 618	17 960
Femmes	**23 455**	23 126	23 165
Répartition par âge de l'effectif rémunéré au 31 décembre			
moins de 25 ans	**2 969**	2 561	2 597

VOIR LE DÉTAIL

Effectif des salariés hors période d'essai à plein temps ; il est inférieur au chiffre de l'effectif rémunéré au 31/12 qui comprend les salariés à temps partiel.

Moyenne des effectifs rémunérés des 12 mois de l'année.

44,7 % des cadres sont des femmes.

L'âge moyen est de 40 ans et 8 mois.

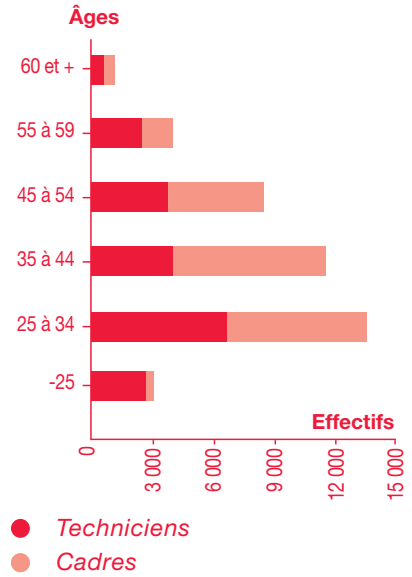
Emploi

11 Effectifs *(suite)*

	2014	2013	2012
Répartition par âge de l'effectif rémunéré au 31 décembre *(suite)*			
de 25 à 34 ans	**13 453**	13 769	14 272
de 35 à 44 ans	**11 433**	10 639	9 974
de 45 à 54 ans	**8 434**	8 384	8 380
de 55 à 59 ans	**3 915**	4 210	4 607
60 ans et plus	**995**	1 181	1 295
Répartition par ancienneté de l'effectif rémunéré au 31 décembre			
moins de 5 ans	**10 601**	10 115	11 207
de 5 à 9 ans	**10 712**	10 764	9 655

VOIR LE DÉTAIL

Zoom sur la pyramide des âges en 2014



Emploi

11 Effectifs *(suite)*

	2014	2013	2012
Répartition par ancienneté de l'effectif rémunéré au 31 décembre *(suite)*			
de 10 à 19 ans	**9 037**	8 129	7 654
de 20 à 29 ans	**4 352**	4 596	5 113
30 ans et plus	**6 497**	7 140	7 496
Répartition de l'effectif rémunéré au 31 décembre selon la nationalité			
Français	**40 072**	39 682	40 092
Étrangers	**1 127**	1 062	1 033
Répartition de l'effectif rémunéré au 31 décembre selon une structure de qualification détaillée			
Techniciens niveaux A, B, C	**4 265**	4 018	3 971
Techniciens niveaux D, E	**8 882**	9 112	9 309
Techniciens niveaux F, G	**6 282**	6 554	6 965
Cadres niveaux H, I	**13 919**	13 585	13 652
Cadres niveaux J, K	**6 775**	6 430	6 193
Cadres hors classification	**1 076**	1 045	1 035

VOIR LE DÉTAIL

Emploi

12 Travailleurs extérieurs et divers

	2014	2013	2012
Nombre de salariés appartenant à une entreprise extérieure	7 655	7 863	6 928
Nombre de stagiaires (écoles, universités)	3 410	3 422	3 829
Nombre moyen mensuel de travailleurs intérimaires	527	506	450
Durée moyenne des contrats de travail temporaire (en jours)	33,0	35,8	35,5
Nombre total d'heures effectuées par le personnel de ménage	39 942	45 948	49 322

13 Embauches au cours de l'année considérée

Nombre d'embauches par contrats à durée indéterminée (CDI)	2 828	2 100	1 802
Dont nombre d'embauches en CDI de salariés de moins de 25 ans	761	644	576
Nombre d'embauches par contrats à durée déterminée (CDD)	2 544	2 118	1 692
Nombre d'auxiliaires de vacances	438,4	436,2	457,7

VOIR LE DÉTAIL

Nombre de salariés d'entreprises extérieures exerçant une activité dans les locaux Société Générale, à l'exclusion des intérimaires.

1 011 stagiaires reçus en Equivalent Temps Plein en 2014, soit 2,7% des effectifs. Ces stages s'inscrivent exclusivement dans le cadre de cursus scolaires.

CDD incluant les contrats d'alternance. Le recours à l'alternance reflète une volonté réaffirmée du Groupe en termes d'insertion professionnelle des jeunes.

Auxiliaires de vacances au sens de l'article 20 de la convention collective de la banque exprimé en ETP (Équivalent Temps Plein).

Emploi

14 Départs au cours de l'année considérée

	2014	2013	2012
Total des départs	**4 883**	4 637	4 713
Nombre de démissions	**784**	782	838
Nombre de ruptures conventionnelles	**47**	38	30
Nombre de licenciements pour cause économique	**36**	153	691
Nombre de licenciements pour autres causes	**205**	212	268
Nombre de fins de contrats à durée déterminée	**2 129**	1 850	1 539

Il s'agit exclusivement de départs volontaires dans le cadre de plans d'adaptations des effectifs.

VOIR LE DÉTAIL

Emploi

14 Départs au cours de l'année considérée *(suite)*

	2014	2013	2012
Nombre de départs avant fin de période d'essai	**381**	282	359
Nombre de départs en retraite et pré-retraite	**1 257**	1 279	939
Nombre de décès	**44**	41	49

15 Promotions

Nombre de salariés promus à un niveau supérieur	**3 696**	3 971	3 973

Depuis de nombreuses années, Société Générale met en œuvre une politique active de promotion interne, favorisant notamment l'accès au statut cadre.

16 Chômage

Nombre de salariés mis au chômage partiel	**0**	0	0
Nombre total d'heures de chômage partiel	**0**	0	0

17 Travailleurs handicapés

Nombre de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail	**1 542**	1 594	1 595

VOIR LE DÉTAIL

L'article L. 5212-13 du code du travail énumère les motifs de reconnaissance du statut d'handicapé que le salarié soit présent ou absent de l'entreprise. Tous les établissements de plus et moins de 20 salariés sont pris en compte dans la déclaration officielle (DOETH = Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés). Cependant depuis 2009, les handicapés ayant moins de 6 mois de travail effectif sont décomptés selon leur temps de présence.

Emploi

18 Absentéisme

	2014	2013	2012
Nombre de journées d'absence / Nombre total de journées payées (en %)	**5,44**	5,58	5,56
Nombre de journées d'absence	**806 905**	828 883	839 628
Nombre de journées d'absence pour maladie	**385 795**	383 718	393 491
Répartition des absences pour maladie selon leur durée			
jusqu'à 3 jours	**40 076**	42 194	41 172
de 4 à 30 jours	**122 419**	123 417	124 238
de 31 à 60 jours	**54 218**	53 560	56 379

VOIR LE DÉTAIL

Le taux d'absentéisme Société Générale pour maladie s'établit à 3,69 % pour les techniciens et à 1,61 % pour les cadres.

Emploi

18 Absentéisme *(suite)*

	2014	2013	2012
Répartition des absences pour maladie selon leur durée *(suite)*			
plus de 60 jours	**169 082**	164 547	171 702
Nombre de journées d'absence pour accidents de travail et de trajet	**13 943**	14 867	15 550
Nombre de journées d'absence pour maternité	**349 305**	370 368	373 082
Nombre de journées d'absence pour congés autorisés (événements familiaux, congés spéciaux pour les salariés chargés de famille)	**50 402**	51 176	49 283
Nombre de journées d'absence pour d'autres causes (examens, colonies de vacances, jeunesse et sports)	**7 460**	8 754	8 222

VOIR LE DÉTAIL

Rémunérations et charges accessoires

Pour accompagner notre développement, nous avons besoin d'attirer, de motiver et de fidéliser nos collaborateurs, notamment en leur assurant une rémunération globale compétitive. Celle-ci inclut une rémunération monétaire, reconnaissant la contribution de chacun au développement de l'entreprise, et des avantages sociaux. Les actions concrètes menées en faveur de l'équilibre femmes/hommes, notamment les budgets dédiés à la résorption des écarts salariaux, ont contribué, parmi d'autres actions, au renouvellement du label Égalité professionnelle décerné par Afnor Certification.

Nous menons également une politique active d'actionnariat salarié afin d'associer nos collaborateurs au développement du Groupe. Fin 2014, les salariés et anciens collaborateurs détenaient ainsi 7,42 % du capital social et 12,07 % des droits de vote, dans le cadre des Plans d'Épargne d'Entreprise et des Plans d'Épargne de Groupe.

En 2014, un Bilan Social Individuel a été adressé à 38 000 collaborateurs. Ce document personnalisé leur offre une vision complète et pédagogique des éléments qui ont composé leur rémunération globale au titre de 2013.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Rémunérations et charges accessoires

21 Montant des rémunérations

	2014	2013	2012
Rémunération mensuelle moyenne (en €)	**4 393**	4 345	4 234
Part des primes dans la déclaration annuelle (en %)	**17,5**	17,7	17,0

VOIR LE DÉTAIL

Rémunération brute annuelle totale (primes et indemnités comprises) ramenée à 12 versements égaux. En 2014, les bases ont été reconstituées compte tenu de la nouvelle législation sur les 3 exercices sur la population des régulés qui fait l'objet d'un suivi par ailleurs.

La rémunération annuelle brute moyenne est de 52 716 € (hors population régulée), comprenant les éléments fixes et variables, les primes et indemnités diverses (hors participation, intéressement et abondement).

Rémunérations et charges accessoires

21 Montant des rémunérations *(suite)*

	2014	2013	2012
Part des primes dans la déclaration annuelle (en %) *(suite)*	**17,5**	17,7	17,0
Grille des rémunérations annuelles en € (en % de l'effectif correspondant)			
Tranches de rémunérations			
moins de 18 000 €	**4,6**	3,9	3,7
de 18 000 € à 21 000 €	**0,8**	0,6	0,5
de 21 000 € à 24 000 €	**1,8**	2,0	2,2
de 24 000 € à 27 000 €	**4,4**	4,8	5,1
de 27 000 € à 36 000 €	**24,8**	25,9	27,1
de 36 000 € à 54 000 €	**32,9**	33,5	33,3
de 54 000 € à 100 000 €	**23,6**	22,5	21,8
plus de 100 000 €	**7,1**	6,9	6,2

VOIR LE DÉTAIL

Composition de la rémunération

- *Rémunération fixe*
- *Parts variables*
- *Participation, intéressement, abondement*

En 2014, les bases ont été reconstituées compte tenu de la nouvelle législation sur les 3 exercices sur la population des régulés qui fait l'objet d'un suivi par ailleurs.

Rémunérations et charges accessoires

22 Hiérarchie des rémunérations

	2014	2013	2012
Rapport entre la moyenne des rémunérations des 10 % des salariés touchant les rémunérations les plus élevées et celle correspondant aux 10 % des salariés touchant les rémunérations les moins élevées	**7,5**	**7,3**	**7,1**
Montant global des dix rémunérations les plus élevées (en milliers d'€)	**26 687**	**21 041**	**19 133**

Il s'agit de la rémunération perçue au cours de l'année, c'est-à-dire incluant les parts variables versées au titre des résultats du ou des exercices précédents. 9 sur ces 10 rémunérations les plus élevées concernent les métiers de banque de financement et d'investissement.

23 Mode de calcul des rémunérations

Pourcentage des salariés dont le salaire dépend, en tout ou partie, du rendement	**0**	0	0
Nombre de salariés ayant perçu une commission	**4 401**	9 042	9 448

24 Charges accessoires

Montant des versements effectués à des entreprises de travail temporaire (en millions d'€)	**30,0**	33,2	27,3

25 Charge salariale globale

Frais de personnel / Produit net bancaire (en %)	**48,7**	46,7	50,7

VOIR LE DÉTAIL

Rémunérations et charges accessoires

26 Participation financière (en millions d'€)

	2014	2013	2012
Réserve spéciale de participation	**12,2**	7,6	9,9
Intéressement	**66,0**	54,2	59,0
Prime exceptionnelle (Dividende du travail, Bonus Villepin)	**14,0**	9,0	0,0
Rémunération Financière Totale	**92,2**	70,8	69,0
Montant moyen de la participation par salarié bénéficiaire (en €)	**276**	168	218
Montant moyen de l'intéressement par salarié bénéficiaire (en €)	**1 551**	1 330	1 434
Montant de la prime exceptionnelle par salarié bénéficiaire (en €)	**300**	200	0
Part du capital détenu par les salariés grâce à un système de participation (en %)	**7,42**	7,45	7,61
Abondements versés par l'entreprise aux fonds communs de placement (brut en millions d'€)	**43,3**	43,9	40,1

Les chiffres de la participation et l'intéressement correspondent aux montants versés en 2014 au titre de 2013. Ils reflètent les résultats annuels de l'entreprise.

Total des abondements versés en 2014 sur le PEE et le PERCO.

VOIR LE DÉTAIL

Conditions d'hygiène et de sécurité

Nous assurons une veille permanente sur des risques susceptibles d'affecter la santé de nos équipes partout dans le monde, en menant des campagnes de prévention au plus près du terrain. En France, les campagnes de prévention santé animées par la Mutuelle Société Générale se sont poursuivies en 2014. Elles ont permis d'initier nos collaborateurs aux soins de premiers secours, de leur apporter des conseils en nutrition, d'aborder pour la première fois les thèmes de l'audition et de la mémoire et de les sensibiliser au maintien de l'activité physique. L'inauguration d'une salle de sport partenaire de l'UASG à proximité du siège social a donné lieu à une journée dédiée à la pratique du sport et à ses bienfaits, organisée à la Défense puis à Val de Fontenay.

Par ailleurs, nous poursuivons notre engagement à agir en matière de prévention et de gestion des risques psychosociaux, en particulier le stress au travail et les agressions commerciales, avec l'appui d'intervenants externes spécialisés. La négociation ouverte en 2014 avec nos partenaires sociaux sur les conditions de vie au travail en est l'illustration.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Conditions d'hygiène et de sécurité

31 Accidents de travail et de trajet

	2014	2013	2012
Nombre d'accidents de travail avec arrêt	**228**	174	201
Nombre de journées d'absence pour accident de travail	**6 496**	5 225	6 494
Nombre d'incapacités permanentes (partielles ou totales) notifiées à l'entreprise	**0**	4	1
Nombre d'accidents mortels	**0**	1	0
Nombre d'accidents de trajet ayant entraîné un arrêt de travail	**326**	381	365
Nombre d'accidents dont est victime le personnel temporaire ou de prestations de service dans l'entreprise	**54**	ND	ND

VOIR LE DÉTAIL

Conditions d'hygiène et de sécurité

32 Répartition des accidents de travail par éléments matériels

	2014	2013	2012
Nombre d'accidents liés à l'existence de risques graves (codes 32 à 40)	**0**	0	0
Nombre d'accidents liés à des chutes avec dénivellation (code 02)	**59**	57	59
Nombre d'accidents occasionnés par des machines à l'exception de ceux liés aux codes ci-dessus (codes 09 à 30)	**0**	0	0
Nombre d'accidents de manutention, déplacement, stockage (codes 01, 03, 04, 06, 07, 08)	**189**	190	199
Nombre d'accidents occasionnés par des objets, masses, particules en mouvement accidentel (code 05)	**7**	6	5
Autres cas	**230**	170	197
dont déclarations consécutives à des hold-up	**21**	8	21

Conformément au code de classification des éléments matériels des accidents du travail (arrêté du 10-10-1974 sur les comités ou organismes professionnels d'hygiène et de sécurité).

33 Maladies professionnelles

Nombre et dénomination des maladies professionnelles déclarées à la Sécurité Sociale	**1**	7	6
Nombre de salariés atteints par des affections pathologiques à caractère professionnel	**0**	0	0
Nombre de déclarations par l'employeur de procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles	**2**	2	0

34 Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Nombre de réunions des CHSCT	**752**	816	781

35 Dépenses en matière de sécurité

Effectif formé à la sécurité	**9 584**	9 099	9 816
Évaluation des dépenses de sécurité présentées dans l'entreprise et prévues pour l'année suivante (en millions d'€)	**79,9**	73,4	76,8
Dépenses réalisées dans l'année (en millions d'€)	**74,9**	72,4	78,3

Dépenses concernant la sécurité des personnes (et non celle des biens).

Autres conditions de travail

La qualité de vie au travail de nos collaborateurs est un levier d'efficacité et de performance durable et une condition indispensable à notre attractivité, notre efficacité et notre pérennité. Nous avons engagé en 2014 un projet ambitieux pour améliorer le bien-être de nos salariés :

- le Comité exécutif a signé la Charte des "15 engagements pour l'équilibre des temps de vie" lancée par le Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits de la Femme ainsi que par l'Observatoire de l'Équilibre des temps et de la Parentalité en Entreprise (OPE) ; des actions ont été engagées, notamment pour réguler les Technologies de l'Information et de la Communication, optimiser les réunions et sensibiliser les managers ;
- notre expérimentation du télétravail se poursuit : suite au franc succès de la première phase initiée en 2013 (98% de satisfaction), un second accord a été signé ; il devrait permettre d'étendre le télétravail à près de 2 000 collaborateurs volontaires d'ici fin 2015 ;
- nous poursuivons les efforts engagés en matière de santé, de prévention des risques psychosociaux et d'accompagnement de nos collaborateurs dans les moments clés de la vie (notamment la parentalité).

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Autres conditions de travail

41 Durée et aménagement du temps de travail

	2014	2013	2012
Horaire hebdomadaire moyen affiché (en heures)	**39**	39	39
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un repos compensateur	**97**	119	116
Nombre de salariés bénéficiant d'un système d'horaires individualisés	**5 489**	5 836	5 964
Nombre de salariés occupés à temps partiel au 31 décembre	**4 501**	4 445	4 462

À l'exception de l'Établissement de Nantes - Accord du 15 mai 1997 (32h) et des agences à 37h22.

VOIR LE DÉTAIL

Autres conditions de travail

41 Durée et aménagement du temps de travail *(suite)*

	2014	2013	2012
Nombre de salariés occupés à temps partiel au 31 décembre *(suite)*	**4 501**	4 445	4 462
Nombre de salariés ayant bénéficié tout au long de l'année de 2 jours de repos hebdomadaires consécutifs		Tous les salariés (sauf quelques cas particuliers)	
Nombre moyen de jours de congés annuels	**26**	**26**	**26**
Nombre de jours de repos	**29**	**31**	**29**

42 Organisation et contenu du travail

Nombre de personnes occupant des horaires alternants ou de nuit	**73**	90	107

43 Conditions physiques de travail

Nombre de personnes exposées de façon habituelle et régulière à plus de 85 décibels à leur poste de travail	**42**	52	51
Nombre de prélèvements, d'analyses de produits toxiques et de mesures	**2 742**	**1 820**	**1 908**

VOIR LE DÉTAIL

Non compris les jours supplémentaires pour congés hors période ni les diverses majorations.

Sauf les cadres au forfait (25 j) et les salariés travaillant dans les agences à 37h22 (19 j).

Autres conditions de travail

44 Transformation de l'organisation du travail

	2014	2013	2012
Nombre de salariés concernés par des expériences de transformation de l'organisation du travail améliorant son contenu	**14 021**	16 804	2 990

45 Dépenses d'amélioration des conditions de travail (en M€)

Évaluation budgétaire du programme d'amélioration des conditions de travail prévu pour l'année suivante	**95,1**	**83,8**	**81,1**
Dépenses réalisées dans l'année	**66,3**	**69,9**	**68,4**

Dépenses d'aménagement intérieur des locaux. Les dépenses d'hygiène et de sécurité figurent en section 35.

VOIR LE DÉTAIL

Formation

Nous prenons en compte les besoins de l'entreprise, ceux de nos clients et leurs évolutions futures pour développer les compétences et favoriser l'employabilité de nos collaborateurs sur le long terme. En 2014, nous avons mis l'accent sur :

- la poursuite du déploiement de la Culture RISK au sein du Groupe ;
- l'adaptation des formations managériales, en y intégrant les quatre valeurs redéfinies pour le Groupe ;
- le développement de techniques innovantes pour diffuser les savoirs, notamment grâce au digital ;
- la poursuite des dispositifs spécifiques d'accompagnement, notamment pour les maîtres d'apprentissage et tuteurs des parcours Cursus Cadre et Passerell'E, vecteurs de promotion interne.

La Direction de la formation du Groupe a également préparé la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle : dès 2015, les engagements pris dans le cadre d'un accord d'entreprise dédié permettront un accompagnement et un suivi renforcé du développement des compétences et une meilleure valorisation des acquis des collaborateurs.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Formation

51 Formation professionnelle continue

	2014	2013	2012
Pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue	**3,01%**	3,18%	3,47%
Montant consacré à la formation continue (en millions d'€)	**72,0**	73,1	81,9
Nombre de salariés formés	**22 573**	19 672	22 881
Nombre d'heures de formation rémunérées	**744 802**	862 319	870 488

VOIR LE DÉTAIL

Les dépenses prises en compte concernent uniquement les dépenses liées aux formations imputables.
Le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue (formation imputable et non imputable) est de 3,49%.

Cet indicateur comprend tous les salariés formés au titre du plan de formation et du DIF.

Les heures de formation rémunérées le sont au titre du plan de formation ou du DIF sur le temps de travail. Les heures de formation non rémunérées le sont au titre du DIF hors temps de travail.
Depuis l'exercice 2009, la règle de gestion a changé. Seules les formations imputables sont prises en compte. Le nombre total d'heures de formation (imputables et non imputables) est de 933 398 h.

Formation

51 Formation professionnelle continue *(suite)*

		2014	2013	2012
Nombre d'heures de formation non rémunérées		**1 247**	**835**	**2 795**
Décomposition par type de formation				
Nombre de participants		**53 464**	75 333	60 348
	Adaptation au poste de travail	**11 436**	24 088	12 372
	Maintien d'un emploi ou évolution d'un emploi	**7 701**	9 961	26 321
	Développement des compétences	**33 450**	40 275	20 159
	DIF	**877**	1 009	1 496
Nombre d'heures		**746 051**	863 154	873 284
	Adaptation au poste de travail	**205 229**	265 037	247 286
	Maintien d'un emploi ou évolution d'un emploi	**146 108**	161 268	250 806
	Développement des compétences	**362 498**	398 991	312 074
	DIF	**32 216**	37 857	63 118

Les actions de formation sont décomposées selon la typologie légale conformément à la loi du 4 mai 2004.

VOIR LE DÉTAIL

Formation

52 Congés formation

	2014	2013	2012
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation rémunéré	23	20	16
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation non rémunéré	6	0	5
Nombre de salariés auxquels a été refusé un congé formation	0	0	0

Non compris les actions inscrites dans le plan de formation.

53 Apprentissage

Nombre de contrats d'apprentissage conclus dans l'année	832	693	621

Concerne uniquement les contrats d'apprentissage conclus dans l'année (hors contrats de professionnalisation).

Relations professionnelles

Société Générale a opéré depuis 2013 un véritable renouveau du dialogue social en France, en instaurant des instances de dialogue et de concertation sur la stratégie de l'entreprise. La capacité de Société Générale et des organisations syndicales nationales à ancrer le dialogue social autour de trois principes essentiels, agilité, visibilité partagée et responsabilité, a permis en 2014 :

- de poursuivre une démarche active d'anticipation via 4 rencontres avec le PDG et 15 réunions de l'instance de dialogue et de concertation en présence des membres du Comité exécutif sur les orientations stratégiques et projets structurants ;
- d'échanger dans le cadre de l'Observatoire des métiers, instance de dialogue et de réflexion dédiée à l'évolution des métiers et des compétences ; 2 réunions par an sont prévues et 2014 a vu la tenue d'un premier séminaire GPEC* sous un format inédit, réunissant partenaires sociaux, RH et managers, autour des enjeux du numérique pour les métiers de la banque ;
- de poursuivre un dialogue constructif autour des 20 accords négociés dont des accords majeurs tels que le télétravail, la réforme de la formation professionnelle, la participation-intéressement.

*GPEC : Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Relations professionnelles

61 Représentants du personnel

	2014	2013	2012
Participation aux élections (par collège) pour les CE renouvelés dans l'année (en %)			
Délégués du personnel	**60,7**	61,1	58,5
Comité d'établissement	**60,7**	61,2	58,4
Volume global des crédits d'heures alloués pendant l'année			
Comité d'établissement	**156 480**	161 280	157 440
Délégués du personnel	**152 100**	152 820	147 420
Délégués syndicaux	**65 119**	72 720	69 960
CHSCT	**38 592**	39 024	39 960

VOIR LE DÉTAIL

Non compris le temps passé en réunion avec l'employeur et les crédits spéciaux des CHSCT.

CCE = Comité Central d'Entreprise.
CHSCT = Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail.

Relations professionnelles

61 Représentants du personnel *(suite)*

		2014	2013	2012
Nombre de réunions avec les représentants du personnel				
CCE	sessions ordinaires	**5**	5	5
	sessions extraordinaires	**2**	1	7
	séance constitutive	**1**	0	0
Comité d'approbation des PV du CCE		**5**	5	5
CE		**1/mois**	1/mois	1/mois
(nombre de CE)		**131**	134	133
Commissions spécialisées				
(commissions et sous-commissions du Comité Central)		**154**	159	180
Comité de groupe		**4**	4	4
Comité d'Entreprise Européen		**1**	3	2
Délégués du personnel		**1/mois**	1/mois	1/mois
(nombre de délégations)		**146**	149	147
Délégués syndicaux nationaux		**10**	10	10
Délégués syndicaux de l'UES		**0**	0	0

Relations professionnelles

61 Représentants du personnel *(suite)*

Dates de signature et objets des accords signés dans l'entreprise et dans la profession

1 – PROTOCOLES D'ACCORD ÉLECTORAL

- 31 protocoles pour les élections des délégués du personnel
- 31 protocoles pour les élections des comités d'établissement
- 64 protocoles pour les élections du CHSCT

2 – ACCORDS SALARIAUX

17 décembre 2014

Accord salarial 2015 :
- Revalorisation de la grille de salaires minima
- Revalorisation de la garantie de salaire minimum pour les salariés seniors de 50 ans et plus qui sont de niveau H et au-delà
- Congé paternité et d'accueil de l'enfant
- Paiement des jours de carence à partir du 3e arrêt maladie

3 – ACCORDS DIVERS AU SEIN DE LA PROFESSION

4 – ACCORDS SIGNÉS AU SEIN DE L'ENTREPRISE

03 février 2014

Avenant n°5 à l'accord d'aménagement et de réduction du temps de travail du 12 octobre 2000.

Avenant n°3 à l'accord sur l'évolution des métiers, des compétences et de l'emploi du 13 février 2013.

Accord de méthode et d'accompagnement du projet de mutualisation des activités moyens de paiement centralisées des banques de détail France du groupe Société Générale et de renforcement de la résilience de la gestion des flux de paiement du Groupe.

9 avril 2014

Accord relatif à un supplément d'intéressement au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

61 Représentants du personnel *(suite)*

Dates de signature et objets des accords signés dans l'entreprise et dans la profession

4 – ACCORDS SIGNÉS AU SEIN DE L'ENTREPRISE *(suite)*

30 avril 2014

Accord sur le rattachement de l'implantation Société Générale située à Lille Rihour au Pôle Service Clients de Lille.

30 juin 2014

Accord d'intéressement de Société Générale portant sur les exercices 2014, 2015 et 2016.
Accord de participation de Société Générale portant sur les exercices 2014, 2015 et 2016.
Règlement du Plan d'Épargne d'Entreprise de Société Générale.

2 juillet 2014

Accord relatif au versement de la prime de partage des profits au titre des dividendes liés à l'exercice 2013.

11 juillet 2014

Avenant à l'accord sur l'évolution des métiers, des compétences et de l'emploi du 13 février 2013.

16 juillet 2014

Accord d'expérimentation du télétravail.

2 septembre 2014

Avenant au règlement du plan d'épargne collectif de Société Générale.

29 octobre 2014

Avenant à l'accord sur le mode de constitution du CCE de Société Générale.

61 Représentants du personnel *(suite)*

Dates de signature et objets des accords signés dans l'entreprise et dans la profession

4 – ACCORDS SIGNÉS AU SEIN DE L'ENTREPRISE *(suite)*

30 octobre 2014

Accord sur le fonctionnement du Comité Central d'Entreprise de Société Générale

Accord sur les compétences respectives en matière d'activité sociales et culturelles des Comités d'Établissement et du Comité Central d'Entreprise.

19 novembre 2014

Accord de substitution permettant l'adaptation du dispositif conventionnel Société Générale Securities Paris (SGSP) à celui de Société Générale.

18 décembre 2014

Accord relatif à la formation professionnelle.

Avenant au règlement du plan d'épargne entreprise de Société Générale.

22 décembre 2014

Avenant n°6 au règlement du PEG de Société Générale.

31 décembre 2014

Avenant N°13 à l'accord social du 7 juillet 2000.

Nombre de salariés bénéficiaires d'un congé de formation économique, sociale et syndicale	**224**	284	254

Relations professionnelles

Information et communication

	2014	2013	2012
Nombre d'heures consacrées aux différentes formes de réunions de personnel			
Droit d'expression des salariés	**0**	0	0
(nombre de groupes)	**0**	0	0

Procédures d'accueil

L'ensemble des informations utiles pour les nouveaux arrivants sont disponibles sous RH Online :

1 – Procédure d'accueil Starting, avec présentation détaillée pour chaque entité

2 – Les informations réglementaires :
- la convention collective
- le règlement intérieur
- la charte d'utilisation des moyens de communication
- le code de conduite

3 – La présentation du groupe Société Générale et ses engagements :
- Stratégie
- RSE
- Mission Handicap
- Culture RISK
- Banque relationnelle de référence

4 – La protection sociale :
- La mutuelle SG
- Le régime de prévoyance

5 – L'épargne salariale

6 – Un espace vie pratique

Procédures d'information ascendante ou descendante

– Journal interne dédié au réseau de détail France « Réseau&Co »

– Réussir

– Instructions

– Sites Intranet de Société Générale

Relations professionnelles

62 Information et communication *(suite)*

Système d'entretiens individuels

Lors de l'entretien annuel d'évaluation pour les techniciens et les cadres, et à la demande.

63 Procédures

	2014	2013	2012
Nombre de recours engagés devant les commissions paritaires nationales	**2**	0	3
Nombre d'instances judiciaires engagées et où l'entreprise est en cause			
avec un salarié	**67**	66	93
avec un syndicat	**1**	2	0
autre	**10**	7	9
Nombre de mises en demeure et de procès-verbaux de l'Inspecteur du Travail	**6**	1	0

Autres conditions de vie relevant de l'entreprise

Nous contribuons activement à la protection sociale de tous nos collaborateurs notamment sur les sujets liés à la santé, ainsi que la retraite, le décès, l'incapacité et l'invalidité. Ainsi, la mutuelle Société Générale couvre plus de 117 000 personnes (membres participants et ayants droit) en France.

À travers divers programmes locaux, nous offrons également à nos collaborateurs des dispositifs monétaires et non monétaires pour les accompagner dans des moments clés de leur quotidien et dans leur vie de famille. Ils peuvent notamment bénéficier d'aides relatives au logement et d'offres concernant les services à la personne. Ils peuvent également bénéficier pour leurs enfants de places de garde régulières ou ponctuelles dans des crèches interentreprises ou accéder à un service d'aide à la recherche de mode de garde via la plateforme partenaire Yoopies®.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Autres conditions de vie relevant de l'entreprise

Œuvres sociales (en millions d'€)

		2014	2013	2012
Répartition des dépenses de l'entreprise				
– Logement : versements et frais divers		**21,5**	20,9	21,4
– Transport		**63,7**	60,3	61,0
– Services médicaux et sociaux		**11,2**	10,9	10,7
– Médailles du travail		**8,5**	9,9	9,8
– Subventions diverses		**9,7**	8,3	9,9
– Allocation vacances		**5,8**	5,7	5,3
– Allocation pour frais d'études		**4,1**	4,1	3,9
– Allocation de crèche et de garde		**11,3**	10,7	10,4
TOTAL		**135,8**	130,9	132,3
– Logement : encours des avances au 31 décembre		**2 024,5**	1 919,0	1 788,9
Versements effectués				
Au CCE	Budget "Activités sociales et culturelles" du Comité Central et des CE	**23,5**	19,4	19,4
	dont budget des CE	**11,8**	9,7	9,7
Pour le compte du CCE				
	Subvention restauration	**42,0**	41,3	42,3
	Subvention de fonctionnement du CCE	**2,6**	2,5	3,1
	Subvention de fonctionnement des CE	**2,1**	1,8	1,8
	Total	**70,2**	65,0	66,6

Autres charges sociales (en millions d'€)

Montant des versements patronaux au titre de la maladie et de la prévoyance	**373,7**	**357,8**	**367,7**
dont versés à la Sécurité Sociale	**326,9**	315,1	326,0
Montant des versements patronaux au titre de la retraite	**402,6**	**386,2**	**393,7**
dont versés à la Sécurité Sociale	**161,5**	155,1	155,5

DRHG | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

BILAN SOCIAL 2014

SOCIETE GENERALE

DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'EQUIPE

VERSION IMPRIMABLE

Édito

Notre métier de banquier change profondément car les besoins de nos clients évoluent, en particulier à l'heure du digital, tandis que nous devons respecter une réglementation toujours plus contraignante. Pour accompagner ces changements, nous devons penser d'abord à nos clients : comment mieux les servir, mieux les protéger, mieux les aider à financer leurs projets, tout cela à un coût compétitif.

C'est grâce à la satisfaction durable de nos clients que nous préserverons au mieux les intérêts de l'ensemble de nos parties prenantes, sur le long terme.

La politique de ressources humaines reflète cette ambition car nous ne pouvons pas avoir de clients satisfaits si nous ne développons pas nos collaborateurs du mieux possible. Nous devons pour cela créer les conditions d'écoute et de respect de chacun tout en proposant un accompagnement et un développement professionnel qui répondent aux besoins de l'entreprise. C'est pourquoi en 2014 la Direction des Ressources Humaines a travaillé particulièrement, en relation avec les représentants du personnel, sur l'évolution de nos métiers et des compétences mais aussi sur les conditions de vie au travail. Pour accompagner l'ambition de l'entreprise, nous avons également repensé nos valeurs (esprit d'équipe, innovation, responsabilité et engagement) et élaboré le nouveau modèle de leadership qui définit les comportements attendus au sein de Société Générale.

Edouard-Malo Henry
Directeur des Ressources Humaines du Groupe

Bilan social 2014

5 372
recrutements

44,7%
de femmes parmi les cadres

3,5%
de la masse salariale consacrée à la formation continue

4 501
salariés à temps partiel

11,3 millions €
versés en allocation de crèche et de garde

20
accords signés

1 827 €
en moyenne par salarié au titre de l'intéressement et de la participation

Les indicateurs sociaux sont donnés sur le périmètre Société Générale SA en France, c'est-à-dire Société Générale hors filiales.

Emploi

La gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences mise en place depuis 2013 est un outil clé pour accompagner les évolutions du Groupe : elle correspond à une démarche stratégique de pilotage et d'anticipation des emplois et des compétences dans le but de permettre au Groupe de se doter des compétences dont nos métiers auront besoin à moyen et long terme.

Nous devons permettre à nos collaborateurs de développer leur employabilité par la formation et l'élaboration de parcours professionnels pertinents. C'est pourquoi nous développons une politique de mobilité interne active afin de favoriser l'adaptation permanente de leurs compétences aux évolutions rapides de notre environnement tout en proposant des parcours de carrière motivants.

Si la mobilité interne est systématiquement privilégiée par rapport aux besoins de postes à pourvoir, notre rôle consiste également à recourir au recrutement externe pour les métiers en croissance ou naissants, en portant une attention particulière à la diversité des profils.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

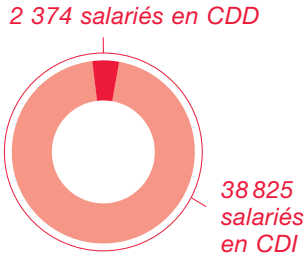
Emploi

11 Effectifs

		2014	2013	2012
Effectif rémunéré au 31 décembre				
	Techniciens	**19 429**	19 684	20 245
	Cadres	**21 770**	21 060	20 880
	Total	**41 199**	40 744	41 125
Effectif absent sans solde				
	Techniciens	**946**	926	926
	Cadres	**533**	489	436
	Total	**1 479**	1 415	1 362
Salariés détachés				
	Techniciens	**190**	214	229
	Cadres	**1 378**	1 384	1 460
	Total	**1 568**	1 598	1 689
Salariés détachés accueillis				
	Techniciens	**78**	30	34
	Cadres	**329**	294	319
	Total	**407**	324	353
Personnel de ménage		**42**	51	61
Effectif total (rémunéré au 31 décembre, absents, détachés et personnel de ménage)				
	Techniciens	**20 607**	20 875	21 461
	Cadres	**23 681**	22 933	22 776
	Total	**44 288**	43 808	44 237
Effectif à temps partiel en équivalent temps plein				
	Techniciens	**2 090**	2 107	2 180
	Cadres	**1 355**	1 275	1 196
	Total	**3 445**	3 382	3 376

Salariés inscrits à l'effectif, présents ou absents, à temps plein ou temps partiel.

Répartition des effectifs au 31 décembre 2014



MASQUER LE DÉTAIL

VERSION IMPRIMABLE

Emploi

11 Effectifs *(suite)*

		2014	2013	2012
Effectif permanent à plein-temps				
	Techniciens	**13 910**	14 529	15 328
	Cadres	**18 935**	18 785	18 914
	Total	**32 845**	33 314	34 242
Nombre de salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée au 31 décembre				
	Techniciens	**2 261**	1 831	1 617
	Cadres	**113**	137	80
	Total	**2 374**	1 968	1 697
Effectif mensuel moyen				
	Techniciens	**19 300**	19 740	20 388
	Cadres	**21 345**	20 965	20 983
	Total	**40 645**	40 706	41 371
Répartition par sexe de l'effectif rémunéré au 31 décembre				
Hommes	Techniciens	**5 711**	5 838	6 136
	Cadres	**12 033**	11 780	11 824
	Total	**17 744**	17 618	17 960
Femmes	Techniciens	**13 718**	13 846	14 109
	Cadres	**9 737**	9 280	9 056
	Total	**23 455**	23 126	23 165
Répartition par âge de l'effectif rémunéré au 31 décembre				
moins de 25 ans	Techniciens	**2 630**	2 318	2 323
	Cadres	**339**	243	274
	Total	**2 969**	2 561	2 597

Effectif des salariés hors période d'essai à plein temps ; il est inférieur au chiffre de l'effectif rémunéré au 31/12 qui comprend les salariés à temps partiel.

Moyenne des effectifs rémunérés des 12 mois de l'année.

44,7 % des cadres sont des femmes.

L'âge moyen est de 40 ans et 8 mois.

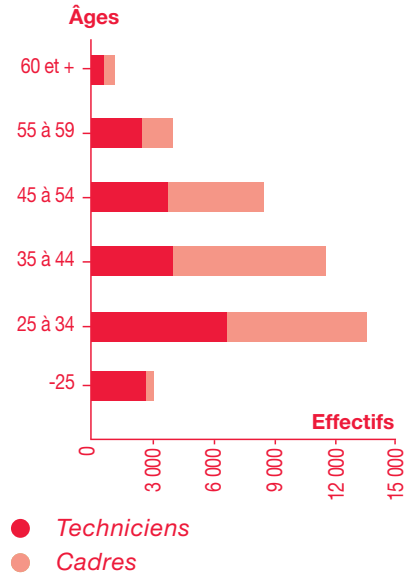
MASQUER LE DÉTAIL

Emploi

11 Effectifs *(suite)*

		2014	2013	2012
Répartition par âge de l'effectif rémunéré au 31 décembre *(suite)*				
de 25 à 34 ans	Techniciens	**6 598**	6 853	7 018
	Cadres	**6 855**	6 916	7 254
	Total	**13 453**	13 769	14 272
de 35 à 44 ans	Techniciens	**3 784**	3 505	3 290
	Cadres	**7 649**	7 134	6 684
	Total	**11 433**	10 639	9 974
de 45 à 54 ans	Techniciens	**3 633**	3 864	4 088
	Cadres	**4 801**	4 520	4 292
	Total	**8 434**	8 384	8 380
de 55 à 59 ans	Techniciens	**2 363**	2 632	2 911
	Cadres	**1 552**	1 578	1 696
	Total	**3 915**	4 210	4 607
60 ans et plus	Techniciens	**421**	512	615
	Cadres	**574**	669	680
	Total	**995**	1 181	1 295
Répartition par ancienneté de l'effectif rémunéré au 31 décembre				
moins de 5 ans	Techniciens	**5 427**	5 103	5 246
	Cadres	**5 174**	5 012	5 961
	Total	**10 601**	10 115	11 207
de 5 à 9 ans	Techniciens	**4 632**	4 874	4 729
	Cadres	**6 080**	5 890	4 926
	Total	**10 712**	10 764	9 655

Zoom sur la pyramide des âges en 2014



MASQUER LE DÉTAIL

Emploi

11 Effectifs *(suite)*

		2014	2013	2012
Répartition par ancienneté de l'effectif rémunéré au 31 décembre *(suite)*				
de 10 à 19 ans	Techniciens	**3 546**	3 111	2 877
	Cadres	**5 491**	5 018	4 777
	Total	**9 037**	8 129	7 654
de 20 à 29 ans	Techniciens	**1 543**	1 879	2 416
	Cadres	**2 809**	2 717	2 697
	Total	**4 352**	4 596	5 113
30 ans et plus	Techniciens	**4 281**	4 717	4 977
	Cadres	**2 216**	2 423	2 519
	Total	**6 497**	7 140	7 496
Répartition de l'effectif rémunéré au 31 décembre selon la nationalité				
Français	Techniciens	**19 124**	19 420	20 016
	Cadres	**20 948**	20 262	20 076
	Total	**40 072**	39 682	40 092
Étrangers	Techniciens	**305**	264	229
	Cadres	**822**	798	804
	Total	**1 127**	1 062	1 033
Répartition de l'effectif rémunéré au 31 décembre selon une structure de qualification détaillée				
Techniciens niveaux A, B, C		**4 265**	4 018	3 971
Techniciens niveaux D, E		**8 882**	9 112	9 309
Techniciens niveaux F, G		**6 282**	6 554	6 965
Cadres niveaux H, I		**13 919**	13 585	13 652
Cadres niveaux J, K		**6 775**	6 430	6 193
Cadres hors classification		**1 076**	1 045	1 035

MASQUER LE DÉTAIL

VERSION IMPRIMABLE

Emploi

12 Travailleurs extérieurs et divers

	2014	2013	2012
Nombre de salariés appartenant à une entreprise extérieure	**7 655**	**7 863**	**6 928**
Nombre de stagiaires (écoles, universités)	**3 410**	**3 422**	**3 829**
Nombre moyen mensuel de travailleurs intérimaires	**527**	**506**	**450**
Durée moyenne des contrats de travail temporaire (en jours)	**33,0**	**35,8**	**35,5**
Nombre total d'heures effectuées par le personnel de ménage	**39 942**	**45 948**	**49 322**

Nombre de salariés d'entreprises extérieures exerçant une activité dans les locaux Société Générale, à l'exclusion des intérimaires.

1 011 stagiaires reçus en Equivalent Temps Plein en 2014, soit 2,7% des effectifs. Ces stages s'inscrivent exclusivement dans le cadre de cursus scolaires.

13 Embauches au cours de l'année considérée

		2014	2013	2012
Nombre d'embauches par contrats à durée indéterminée (CDI)				
	Techniciens	**1 142**	1 100	1 030
	Cadres	**1 686**	1 000	772
	Total	**2 828**	2 100	1 802
Dont nombre d'embauches en CDI de salariés de moins de 25 ans				
	Techniciens	**432**	448	375
	Cadres	**329**	196	201
	Total	**761**	644	576
Nombre d'embauches par contrats à durée déterminée (CDD)				
	Techniciens	**2 128**	1 707	1 495
	Cadres	**416**	411	197
	Total	**2 544**	2 118	1 692
Nombre d'auxiliaires de vacances		**438,4**	**436,2**	**457,7**

CDD incluant les contrats d'alternance. Le recours à l'alternance reflète une volonté réaffirmée du Groupe en termes d'insertion professionnelle des jeunes.

Auxiliaires de vacances au sens de l'article 20 de la convention collective de la banque exprimé en ETP (Équivalent Temps Plein).

MASQUER LE DÉTAIL

Emploi

14 Départs au cours de l'année considérée

		2014	2013	2012
Total des départs				
	Techniciens	**3 017**	2 829	2 685
	Cadres	**1 866**	1 808	2 028
	Total	**4 883**	4 637	4 713
Nombre de démissions				
	Techniciens	**258**	220	274
	Cadres	**526**	562	564
	Total	**784**	782	838
Nombre de ruptures conventionnelles				
	Techniciens	**16**	16	10
	Cadres	**31**	22	20
	Total	**47**	38	30
Nombre de licenciements pour cause économique				
	Techniciens	**9**	29	71
	Cadres	**27**	124	620
	Total	**36**	153	691
Nombre de licenciements pour autres causes				
	Techniciens	**87**	94	98
	Cadres	**118**	118	170
	Total	**205**	212	268
Nombre de fins de contrats à durée déterminée				
	Techniciens	**1 534**	1 362	1 275
	Cadres	**595**	488	264
	Total	**2 129**	1 850	1 539

Il s'agit exclusivement de départs volontaires dans le cadre de plans d'adaptations des effectifs.

MASQUER LE DÉTAIL

Emploi

14 Départs au cours de l'année considérée *(suite)*

		2014	2013	2012
Nombre de départs avant fin de période d'essai				
	Techniciens	**293**	246	289
	Cadres	**88**	36	70
	Total	**381**	282	359
Nombre de départs en retraite et pré-retraite				
	Techniciens	**796**	837	636
	Cadres	**461**	442	303
	Total	**1 257**	1 279	939
Nombre de décès				
	Techniciens	**24**	25	32
	Cadres	**20**	16	17
	Total	**44**	41	49

15 Promotions

Nombre de salariés promus à un niveau supérieur	**3 696**	3 971	3 973
dont techniciens promus cadres	**361**	421	414

Depuis de nombreuses années, Société Générale met en œuvre une politique active de promotion interne, favorisant notamment l'accès au statut cadre.

16 Chômage

Nombre de salariés mis au chômage partiel	**0**	0	0
Nombre total d'heures de chômage partiel	**0**	0	0

17 Travailleurs handicapés

Nombre de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail	**1 542**	1 594	1 595
dont nombre de travailleurs handicapés au sens de la DOETH	**1 115**	1 101	1 096

L'article L. 5212-13 du code du travail énumère les motifs de reconnaissance du statut d'handicapé que le salarié soit présent ou absent de l'entreprise. Tous les établissements de plus et moins de 20 salariés sont pris en compte dans la déclaration officielle (DOETH = Déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés). Cependant depuis 2009, les handicapés ayant moins de 6 mois de travail effectif sont décomptés selon leur temps de présence.

MASQUER LE DÉTAIL

Emploi

18 Absentéisme

		2014	2013	2012
Nombre de journées d'absence / Nombre total de journées payées (en %)				
	Techniciens	**6,89**	7,05	7,00
	Cadres	**4,13**	4,19	4,16
	Total	**5,44**	5,58	5,56
Nombre de journées d'absence				
	Techniciens	**485 196**	508 016	521 273
	Cadres	**321 709**	320 867	318 355
	Total	**806 905**	828 883	839 628
Nombre de journées d'absence pour maladie				
	Techniciens	**259 999**	263 105	275 159
	Cadres	**125 796**	120 613	118 332
	Total	**385 795**	383 718	393 491
Répartition des absences pour maladie selon leur durée				
jusqu'à 3 jours	Techniciens	**26 381**	27 305	27 267
	Cadres	**13 695**	14 889	13 905
	Total	**40 076**	42 194	41 172
de 4 à 30 jours	Techniciens	**79 229**	81 518	83 096
	Cadres	**43 190**	41 899	41 142
	Total	**122 419**	123 417	124 238
de 31 à 60 jours	Techniciens	**35 458**	35 461	37 645
	Cadres	**18 760**	18 099	18 734
	Total	**54 218**	53 560	56 379

Le taux d'absentéisme Société Générale pour maladie s'établit à 3,69 % pour les techniciens et à 1,61 % pour les cadres.

MASQUER LE DÉTAIL

18 Absentéisme *(suite)*

		2014	2013	2012
Répartition des absences pour maladie selon leur durée *(suite)*				
plus de 60 jours	Techniciens	**118 931**	118 821	127 151
	Cadres	**50 151**	45 726	44 551
	Total	**169 082**	164 547	171 702
Nombre de journées d'absence pour accidents de travail et de trajet				
	Techniciens	**9 518**	9 140	11 208
	Cadres	**4 425**	5 727	4 342
	Total	**13 943**	14 867	15 550
Nombre de journées d'absence pour maternité				
	Techniciens	**185 714**	204 122	204 326
	Cadres	**163 591**	166 246	168 756
	Total	**349 305**	370 368	373 082
Nombre de journées d'absence pour congés autorisés (événements familiaux, congés spéciaux pour les salariés chargés de famille)				
	Techniciens	**24 125**	24 741	23 948
	Cadres	**26 277**	26 435	25 335
	Total	**50 402**	51 176	49 283
Nombre de journées d'absence pour d'autres causes (examens, colonies de vacances, jeunesse et sports)				
	Techniciens	**5 840**	6 908	6 632
	Cadres	**1 620**	1 846	1 590
	Total	**7 460**	8 754	8 222

MASQUER LE DÉTAIL

VERSION IMPRIMABLE

Rémunérations et charges accessoires

Pour accompagner notre développement, nous avons besoin d'attirer, de motiver et de fidéliser nos collaborateurs, notamment en leur assurant une rémunération globale compétitive. Celle-ci inclut une rémunération monétaire, reconnaissant la contribution de chacun au développement de l'entreprise, et des avantages sociaux. Les actions concrètes menées en faveur de l'équilibre femmes/hommes, notamment les budgets dédiés à la résorption des écarts salariaux, ont contribué, parmi d'autres actions, au renouvellement du label Égalité professionnelle décerné par Afnor Certification.

Nous menons également une politique active d'actionnariat salarié afin d'associer nos collaborateurs au développement du Groupe. Fin 2014, les salariés et anciens collaborateurs détenaient ainsi 7,42 % du capital social et 12,07 % des droits de vote, dans le cadre des Plans d'Épargne d'Entreprise et des Plans d'Épargne de Groupe.

En 2014, un Bilan Social Individuel a été adressé à 38 000 collaborateurs. Ce document personnalisé leur offre une vision complète et pédagogique des éléments qui ont composé leur rémunération globale au titre de 2013.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Rémunérations et charges accessoires

21 Montant des rémunérations

		2014	2013	2012
Rémunération mensuelle moyenne (en €)		**4 393**	4 345	4 234
Techniciens niveaux A, B, C				
	Hommes	**1 554**	1 590	1 576
	Femmes	**1 753**	1 801	1 817
Techniciens niveaux D, E				
	Hommes	**2 574**	2 577	2 556
	Femmes	**2 583**	2 573	2 540
Techniciens niveaux F, G				
	Hommes	**3 301**	3 295	3 279
	Femmes	**3 188**	3 163	3 132
Cadres niveaux H, I				
	Hommes	**4 603**	4 650	4 623
	Femmes	**4 150**	4 114	4 063
Cadres niveaux J, K				
	Hommes	**8 586**	8 575	8 372
	Femmes	**7 356**	7 278	7 167
Cadres hors classification				
	Hommes	**15 748**	14 770	13 987
	Femmes	**14 365**	14 088	13 555
Part des primes dans la déclaration annuelle (en %)		**17,5**	17,7	17,0
Techniciens niveaux A, B, C				
	Hommes	**4,2**	4,9	5,0
	Femmes	**5,4**	6,2	6,0

Rémunération brute annuelle totale (primes et indemnités comprises) ramenée à 12 versements égaux. En 2014, les bases ont été reconstituées compte tenu de la nouvelle législation sur les 3 exercices sur la population des régulés qui fait l'objet d'un suivi par ailleurs.

La rémunération annuelle brute moyenne est de 52 716 € (hors population régulée), comprenant les éléments fixes et variables, les primes et indemnités diverses (hors participation, intéressement et abondement).

MASQUER LE DÉTAIL

Rémunérations et charges accessoires

21 Montant des rémunérations *(suite)*

		2014	2013	2012
Part des primes dans la déclaration annuelle (en %) *(suite)*				
Techniciens niveaux D, E				
	Hommes	**8,5**	10,3	9,6
	Femmes	**8,0**	9,5	9,0
Techniciens niveaux F, G				
	Hommes	**9,7**	10,2	10,2
	Femmes	**8,7**	9,2	8,9
Cadres niveaux H, I				
	Hommes	**15,0**	16,2	16,1
	Femmes	**11,6**	11,6	11,3
Cadres niveaux J, K				
	Hommes	**27,6**	27,7	27,2
	Femmes	**20,6**	20,3	20,0
Cadres hors classification				
	Hommes	**40,7**	38,0	35,7
	Femmes	**35,9**	35,0	34,0
Grille des rémunérations annuelles en € (en % de l'effectif correspondant) **Tranches de rémunérations**				
	moins de 18 000 €	**4,6**	3,9	3,7
	de 18 000 € à 21 000 €	**0,8**	0,6	0,5
	de 21 000 € à 24 000 €	**1,8**	2,0	2,2
	de 24 000 € à 27 000 €	**4,4**	4,8	5,1
	de 27 000 € à 36 000 €	**24,8**	25,9	27,1
	de 36 000 € à 54 000 €	**32,9**	33,5	33,3
	de 54 000 € à 100 000 €	**23,6**	22,5	21,8
	plus de 100 000 €	**7,1**	6,9	6,2

Composition de la rémunération

- *Rémunération fixe*
- *Parts variables*
- *Participation, intéressement, abondement*

En 2014, les bases ont été reconstituées compte tenu de la nouvelle législation sur les 3 exercices sur la population des régulés qui fait l'objet d'un suivi par ailleurs.

MASQUER LE DÉTAIL

VERSION IMPRIMABLE

Rémunérations et charges accessoires

22 Hiérarchie des rémunérations

	2014	2013	2012
Rapport entre la moyenne des rémunérations des 10 % des salariés touchant les rémunérations les plus élevées et celle correspondant aux 10 % des salariés touchant les rémunérations les moins élevées	**7,5**	**7,3**	**7,1**
Montant global des dix rémunérations les plus élevées (en milliers d'€)	**26 687**	**21 041**	**19 133**

Il s'agit de la rémunération perçue au cours de l'année, c'est-à-dire incluant les parts variables versées au titre des résultats du ou des exercices précédents. 9 sur ces 10 rémunérations les plus élevées concernent les métiers de banque de financement et d'investissement.

23 Mode de calcul des rémunérations

	2014	2013	2012
Pourcentage des salariés dont le salaire dépend, en tout ou partie, du rendement	**0**	0	0
Nombre de salariés ayant perçu une commission			
Techniciens	**4 401**	9 042	9 448
Cadres	**0**	0	0
Total	**4 401**	9 042	9 448

24 Charges accessoires

Avantages sociaux dans l'entreprise
Voir plaquettes :
– Dispositif salarial et social
– Notices d'information Prévoyance et Mutuelle

	2014	2013	2012
Montant des versements effectués à des entreprises de travail temporaire (en millions d'€)	**30,0**	33,2	27,3

25 Charge salariale globale

	2014	2013	2012
Frais de personnel / Produit net bancaire (en %)	**48,7**	46,7	50,7

MASQUER LE DÉTAIL

Rémunérations et charges accessoires

26 Participation financière (en millions d'€)

		2014	2013	2012
Réserve spéciale de participation		**12,2**	7,6	9,9
dont :	– participation au titre de l'exercice	**12,2**	7,5	9,9
	– rappel au titre des années antérieures	**0,0**	0,0	0,0
	– intérêts de retard	**0,03**	0,05	0,06
Intéressement		**66,0**	54,2	59,0
Prime exceptionnelle (Dividende du travail, Bonus Villepin)		**14,0**	9,0	0,0
Rémunération Financière Totale		**92,2**	70,8	69,0
Montant moyen de la participation par salarié bénéficiaire (en €)				
	Ensemble	**276**	168	218
	Techniciens	**175**	117	153
	Cadres	**366**	215	279
Montant moyen de l'intéressement par salarié bénéficiaire (en €)				
	Ensemble	**1 551**	1 330	1 434
	Techniciens	**1 134**	833	916
	Cadres	**1 908**	1 770	1 908
Montant de la prime exceptionnelle par salarié bénéficiaire (en €)		**300**	200	0
Part du capital détenu par les salariés grâce à un système de participation (en %)		**7,42**	7,45	7,61
Abondements versés par l'entreprise aux fonds communs de placement (brut en millions d'€)		**43,3**	43,9	40,1

Les chiffres de la participation et l'intéressement correspondent aux montants versés en 2014 au titre de 2013. Ils reflètent les résultats annuels de l'entreprise.

Total des abondements versés en 2014 sur le PEE et le PERCO.

MASQUER LE DÉTAIL

Conditions d'hygiène et de sécurité

Nous assurons une veille permanente sur des risques susceptibles d'affecter la santé de nos équipes partout dans le monde, en menant des campagnes de prévention au plus près du terrain. En France, les campagnes de prévention santé animées par la Mutuelle Société Générale se sont poursuivies en 2014. Elles ont permis d'initier nos collaborateurs aux soins de premiers secours, de leur apporter des conseils en nutrition, d'aborder pour la première fois les thèmes de l'audition et de la mémoire et de les sensibiliser au maintien de l'activité physique. L'inauguration d'une salle de sport partenaire de l'UASG à proximité du siège social a donné lieu à une journée dédiée à la pratique du sport et à ses bienfaits, organisée à la Défense puis à Val de Fontenay.

Par ailleurs, nous poursuivons notre engagement à agir en matière de prévention et de gestion des risques psychosociaux, en particulier le stress au travail et les agressions commerciales, avec l'appui d'intervenants externes spécialisés. La négociation ouverte en 2014 avec nos partenaires sociaux sur les conditions de vie au travail en est l'illustration.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Conditions d'hygiène et de sécurité

31 Accidents de travail et de trajet

		2014	2013	2012
Nombre d'accidents de travail avec arrêt				
	Techniciens	**159**	126	135
	Cadres	**69**	48	66
	Total	**228**	174	201
Nombre de journées d'absence pour accident de travail				
	Techniciens	**4 673**	3 280	4 657
	Cadres	**1 823**	1 945	1 837
	Total	**6 496**	5 225	6 494
Nombre d'incapacités permanentes (partielles ou totales) notifiées à l'entreprise				
	Français	**0**	4	1
	Étrangers	**0**	0	0
	Total	**0**	4	1
Nombre d'accidents mortels				
	Total accidents de travail	**0**	1	0
	Total accidents de trajet	**0**	0	0
Nombre d'accidents de trajet ayant entraîné un arrêt de travail				
	Techniciens	**203**	240	240
	Cadres	**123**	141	125
	Total	**326**	381	365
Nombre d'accidents dont est victime le personnel temporaire ou de prestations de service dans l'entreprise		**54**	ND	ND

MASQUER LE DÉTAIL

Conditions d'hygiène et de sécurité

32 Répartition des accidents de travail par éléments matériels

	2014	2013	2012
Nombre d'accidents liés à l'existence de risques graves (codes 32 à 40)	**0**	0	0
Nombre d'accidents liés à des chutes avec dénivellation (code 02)	**59**	57	59
Nombre d'accidents occasionnés par des machines à l'exception de ceux liés aux codes ci-dessus (codes 09 à 30)	**0**	0	0
Nombre d'accidents de manutention, déplacement, stockage (codes 01, 03, 04, 06, 07, 08)	**189**	190	199
Nombre d'accidents occasionnés par des objets, masses, particules en mouvement accidentel (code 05)	**7**	6	5
Autres cas	**230**	170	197
dont déclarations consécutives à des hold-up	**21**	8	21

Conformément au code de classification des éléments matériels des accidents du travail (arrêté du 10-10-1974 sur les comités ou organismes professionnels d'hygiène et de sécurité).

33 Maladies professionnelles

Nombre et dénomination des maladies professionnelles déclarées à la Sécurité Sociale	**1**	7	6
Nombre de salariés atteints par des affections pathologiques à caractère professionnel	**0**	0	0
Nombre de déclarations par l'employeur de procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles	**2**	2	0

34 Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Nombre de réunions des CHSCT	**752**	816	781

35 Dépenses en matière de sécurité

Effectif formé à la sécurité	**9 584**	9 099	9 816
Évaluation des dépenses de sécurité présentées dans l'entreprise et prévues pour l'année suivante (en millions d'€)	**79,9**	73,4	76,8
Dépenses réalisées dans l'année (en millions d'€)	**74,9**	72,4	78,3

Dépenses concernant la sécurité des personnes (et non celle des biens).

Autres conditions de travail

La qualité de vie au travail de nos collaborateurs est un levier d'efficacité et de performance durable et une condition indispensable à notre attractivité, notre efficacité et notre pérennité. Nous avons engagé en 2014 un projet ambitieux pour améliorer le bien-être de nos salariés :

- le Comité exécutif a signé la Charte des "15 engagements pour l'équilibre des temps de vie" lancée par le Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits de la Femme ainsi que par l'Observatoire de l'Équilibre des temps et de la Parentalité en Entreprise (OPE) ; des actions ont été engagées, notamment pour réguler les Technologies de l'Information et de la Communication, optimiser les réunions et sensibiliser les managers ;
- notre expérimentation du télétravail se poursuit : suite au franc succès de la première phase initiée en 2013 (98% de satisfaction), un second accord a été signé ; il devrait permettre d'étendre le télétravail à près de 2 000 collaborateurs volontaires d'ici fin 2015 ;
- nous poursuivons les efforts engagés en matière de santé, de prévention des risques psychosociaux et d'accompagnement de nos collaborateurs dans les moments clés de la vie (notamment la parentalité).

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Autres conditions de travail

41 Durée et aménagement du temps de travail

		2014	2013	2012
Horaire hebdomadaire moyen affiché (en heures)		**39**	39	39
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un repos compensateur				
par le système légal	Techniciens	**81**	95	99
	Cadres	**16**	24	17
	Total	**97**	119	116
par un système conventionnel	Techniciens	**0**	0	0
	Cadres	**0**	0	0
	Total	**0**	0	0
Nombre de salariés bénéficiant d'un système d'horaires individualisés				
	Techniciens	**4 423**	4 719	4 903
	Cadres	**1 066**	1 117	1 061
	Total	**5 489**	5 836	5 964
Nombre de salariés occupés à temps partiel au 31 décembre				
	Techniciens	**2 805**	2 849	2 954
	Cadres	**1 696**	1 596	1 508
	Total	**4 501**	4 445	4 462
dont mi-temps = (1) + (2) + (3) :	Techniciens	**543**	559	582
	Cadres	**149**	121	126
	Total	**692**	680	708
Société Générale (1)	Techniciens	**163**	169	199
	Cadres	**30**	35	41
	Total	**193**	204	240

À l'exception de l'Établissement de Nantes - Accord du 15 mai 1997 (32h) et des agences à 37h22.

(1) Mi-temps Société Générale non liés à la maladie.

MASQUER LE DÉTAIL

Autres conditions de travail

41 Durée et aménagement du temps de travail *(suite)*

		2014	2013	2012
Maladie (2)	Techniciens	244	267	257
	Cadres	46	39	37
	Total	290	306	294
Sécurité Sociale (3)	Techniciens	136	124	126
	Cadres	73	47	48
	Total	209	171	174
Nombre de salariés ayant bénéficié tout au long de l'année de 2 jours de repos hebdomadaires consécutifs			Tous les salariés (sauf quelques cas particuliers)	
Nombre moyen de jours de congés annuels		26	26	26
Nombre de jours de repos		29	31	29
dont jours fériés par :	repos le samedi	10,0	10,0	8,0
	repos le lundi	8,0	7,0	7,0

(2) Mi-temps maladie (titulaire de pension invalidité ou prescription médicale).

(3) Mi-temps thérapeutiques.

Non compris les jours supplémentaires pour congés hors période ni les diverses majorations.

Sauf les cadres au forfait (25 j) et les salariés travaillant dans les agences à 37h22 (19 j).

42 Organisation et contenu du travail

Nombre de personnes occupant des horaires alternants ou de nuit				
	Techniciens	66	83	100
	Cadres	7	7	7
	Total	73	90	107

43 Conditions physiques de travail

Nombre de personnes exposées de façon habituelle et régulière à plus de 85 décibels à leur poste de travail	42	52	51
Nombre de prélèvements, d'analyses de produits toxiques et de mesures	2 742	1 820	1 908

MASQUER LE DÉTAIL

Autres conditions de travail

44 Transformation de l'organisation du travail

	2014	2013	2012
Nombre de salariés concernés par des expériences de transformation de l'organisation du travail améliorant son contenu			
Guichetiers payeurs - Caisses automatiques	**788**	600	625
Regroupement et réorganisation de services	**1 026**	698	1 749
Intégration procédures - Micro-informatique	**1 340**	206	267
Informatisation	**10 867**	15 300	349
Total	**14 021**	16 804	2 990

45 Dépenses d'amélioration des conditions de travail (en M€)

Évaluation budgétaire du programme d'amélioration des conditions de travail prévu pour l'année suivante	**95,1**	**83,8**	**81,1**
Dépenses réalisées dans l'année	**66,3**	**69,9**	**68,4**

Dépenses d'aménagement intérieur des locaux. Les dépenses d'hygiène et de sécurité figurent en section 35.

MASQUER LE DÉTAIL

Formation

Nous prenons en compte les besoins de l'entreprise, ceux de nos clients et leurs évolutions futures pour développer les compétences et favoriser l'employabilité de nos collaborateurs sur le long terme. En 2014, nous avons mis l'accent sur :

- la poursuite du déploiement de la Culture RISK au sein du Groupe ;
- l'adaptation des formations managériales, en y intégrant les quatre valeurs redéfinies pour le Groupe ;
- le développement de techniques innovantes pour diffuser les savoirs, notamment grâce au digital ;
- la poursuite des dispositifs spécifiques d'accompagnement, notamment pour les maîtres d'apprentissage et tuteurs des parcours Cursus Cadre et Passerell'E, vecteurs de promotion interne.

La Direction de la formation du Groupe a également préparé la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle : dès 2015, les engagements pris dans le cadre d'un accord d'entreprise dédié permettront un accompagnement et un suivi renforcé du développement des compétences et une meilleure valorisation des acquis des collaborateurs.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Formation

51 Formation professionnelle continue

		2014	2013	2012
Pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue		**3,01%**	**3,18%**	**3,47%**
Montant consacré à la formation continue (en millions d'€)				
Fonctionnement des stages organisés dans l'entreprise		**23,0**	23,5	22,2
Rémunérations versées aux stagiaires		**16,0**	15,3	21,9
Formation effectuée en application de conventions		**14,0**	16,2	19,1
Versements FONGECIF		**4,9**	4,6	4,7
Versements au Trésor et autres (dont contribution OPCA 0,5 %)		**14,1**	13,6	14,0
Allocation formation		**0,02**	0,04	0,07
Total		**72,0**	73,1	81,9
Nombre de salariés formés		**22 573**	**19 672**	**22 881**
Hommes	Techniciens	**2 543**	2 171	3 431
	Cadres	**7 663**	6 744	5 774
	Total	**10 206**	8 915	9 205
Femmes	Techniciens	**5 944**	5 393	8 008
	Cadres	**6 423**	5 364	5 668
	Total	**12 367**	10 757	13 676
Nombre d'heures de formation rémunérées		**744 802**	**862 319**	**870 488**
Hommes	Techniciens	**106 875**	138 600	148 834
	Cadres	**210 626**	223 382	190 943
	Total	**317 502**	361 982	339 777
Femmes	Techniciens	**230 611**	300 840	331 964
	Cadres	**196 689**	199 497	198 747
	Total	**427 300**	500 337	530 711

Les dépenses prises en compte concernent uniquement les dépenses liées aux formations imputables.
Le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue (formation imputable et non imputable) est de 3,49%.

Cet indicateur comprend tous les salariés formés au titre du plan de formation et du DIF.

Les heures de formation rémunérées le sont au titre du plan de formation ou du DIF sur le temps de travail. Les heures de formation non rémunérées le sont au titre du DIF hors temps de travail.
Depuis l'exercice 2009, la règle de gestion a changé. Seules les formations imputables sont prises en compte. Le nombre total d'heures de formation (imputables et non imputables) est de 933 398 h.

MASQUER LE DÉTAIL

VERSION IMPRIMABLE

Formation

51 Formation professionnelle continue *(suite)*

		2014	2013	2012
Nombre d'heures de formation non rémunérées		**1 247**	**835**	**2 795**
Hommes	Techniciens	**118,09**	45	181,5
	Cadres	**493,59**	221	1173
	Total	**612**	266	1 355
Femmes	Techniciens	**237**	168	517
	Cadres	**399**	401	923
	Total	**636**	569	1 441
Décomposition par type de formation				
Nombre de participants		**53 464**	75 333	60 348
	Adaptation au poste de travail	**11 436**	24 088	12 372
	Maintien d'un emploi ou évolution d'un emploi	**7 701**	9 961	26 321
	Développement des compétences	**33 450**	40 275	20 159
	DIF	**877**	1 009	1 496
Heures rémunérées		**744 803**	862 319	870 488
	Adaptation au poste de travail	**205 229**	265 037	247 286
	Maintien d'un emploi ou évolution d'un emploi	**146 108**	161 268	250 806
	Développement des compétences	**362 498**	398 991	312 074
	DIF	**30 968**	37 022	60 322
Heures non rémunérées		**1 248**	835	2 796
	Adaptation au poste de travail	**0**	0	0
	Maintien d'un emploi ou évolution d'un emploi	**0**	0	0
	Développement des compétences	**0**	0	0
	DIF	**1 248**	835	2 796

Les actions de formation sont décomposées selon la typologie légale conformément à la loi du 4 mai 2004.

MASQUER LE DÉTAIL

Formation

52 Congés formation

	2014	2013	2012
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation rémunéré	23	20	16
Nombre de salariés ayant bénéficié d'un congé formation non rémunéré	6	0	5
Nombre de salariés auxquels a été refusé un congé formation	0	0	0

Non compris les actions inscrites dans le plan de formation.

53 Apprentissage

Nombre de contrats d'apprentissage conclus dans l'année	832	693	621

Concerne uniquement les contrats d'apprentissage conclus dans l'année (hors contrats de professionnalisation).

Relations professionnelles

Société Générale a opéré depuis 2013 un véritable renouveau du dialogue social en France, en instaurant des instances de dialogue et de concertation sur la stratégie de l'entreprise. La capacité de Société Générale et des organisations syndicales nationales à ancrer le dialogue social autour de trois principes essentiels, agilité, visibilité partagée et responsabilité, a permis en 2014 :

- de poursuivre une démarche active d'anticipation via 4 rencontres avec le PDG et 15 réunions de l'instance de dialogue et de concertation en présence des membres du Comité exécutif sur les orientations stratégiques et projets structurants ;
- d'échanger dans le cadre de l'Observatoire des métiers, instance de dialogue et de réflexion dédiée à l'évolution des métiers et des compétences ; 2 réunions par an sont prévues et 2014 a vu la tenue d'un premier séminaire GPEC* sous un format inédit, réunissant partenaires sociaux, RH et managers, autour des enjeux du numérique pour les métiers de la banque ;
- de poursuivre un dialogue constructif autour des 20 accords négociés dont des accords majeurs tels que le télétravail, la réforme de la formation professionnelle, la participation-intéressement.

*GPEC : Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Relations professionnelles

61 Représentants du personnel

		2014	2013	2012
Participation aux élections (par collège) pour les CE renouvelés dans l'année (en %)				
Délégués du personnel	Techniciens	**76,2**	76,6	75,6
	Cadres	**45,2**	45,6	41,4
Comité d'établissement	Techniciens	**75,6**	76,3	75,2
	Cadres	**45,8**	46,0	41,6
Volume global des crédits d'heures alloués pendant l'année				
Comité d'établissement		**156 480**	161 280	157 440
(nombre de membres)		**652**	672	656
Délégués du personnel		**152 100**	152 820	147 420
(nombre de délégués)		**845**	849	819
Délégués syndicaux		**65 119**	72 720	69 960
(nombre de délégués)		**257**	287	276
CHSCT		**38 592**	39 024	39 960
(nombre de membres)		**536**	542	555

Non compris le temps passé en réunion avec l'employeur et les crédits spéciaux des CHSCT.

CCE = Comité Central d'Entreprise.
CHSCT = Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail.

MASQUER LE DÉTAIL

Relations professionnelles

61 Représentants du personnel *(suite)*

		2014	2013	2012
Nombre de réunions avec les représentants du personnel				
CCE	sessions ordinaires	**5**	5	5
	sessions extraordinaires	**2**	1	7
	séance constitutive	**1**	0	0
Comité d'approbation des PV du CCE		**5**	5	5
CE		**1/mois**	1/mois	1/mois
(nombre de CE)		**131**	134	133
Commissions spécialisées				
(commissions et sous-commissions du Comité Central)		**154**	159	180
Comité de groupe		**4**	4	4
Comité d'Entreprise Européen		**1**	3	2
Délégués du personnel		**1/mois**	1/mois	1/mois
(nombre de délégations)		**146**	149	147
Délégués syndicaux nationaux		**10**	10	10
Délégués syndicaux de l'UES		**0**	0	0

Relations professionnelles

61 Représentants du personnel *(suite)*

Dates de signature et objets des accords signés dans l'entreprise et dans la profession

1 – PROTOCOLES D'ACCORD ÉLECTORAL

- 31 protocoles pour les élections des délégués du personnel
- 31 protocoles pour les élections des comités d'établissement
- 64 protocoles pour les élections du CHSCT

2 – ACCORDS SALARIAUX

17 décembre 2014

Accord salarial 2015 :
- Revalorisation de la grille de salaires minima
- Revalorisation de la garantie de salaire minimum pour les salariés seniors de 50 ans et plus qui sont de niveau H et au-delà
- Congé paternité et d'accueil de l'enfant
- Paiement des jours de carence à partir du 3e arrêt maladie

3 – ACCORDS DIVERS AU SEIN DE LA PROFESSION

4 – ACCORDS SIGNÉS AU SEIN DE L'ENTREPRISE

03 février 2014

Avenant n°5 à l'accord d'aménagement et de réduction du temps de travail du 12 octobre 2000.

Avenant n°3 à l'accord sur l'évolution des métiers, des compétences et de l'emploi du 13 février 2013.

Accord de méthode et d'accompagnement du projet de mutualisation des activités moyens de paiement centralisées des banques de détail France du groupe Société Générale et de renforcement de la résilience de la gestion des flux de paiement du Groupe.

9 avril 2014

Accord relatif à un supplément d'intéressement au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

61 Représentants du personnel *(suite)*

Dates de signature et objets des accords signés dans l'entreprise et dans la profession

4 – ACCORDS SIGNÉS AU SEIN DE L'ENTREPRISE *(suite)*

30 avril 2014

Accord sur le rattachement de l'implantation Société Générale située à Lille Rihour au Pôle Service Clients de Lille.

30 juin 2014

Accord d'intéressement de Société Générale portant sur les exercices 2014, 2015 et 2016.
Accord de participation de Société Générale portant sur les exercices 2014, 2015 et 2016.
Règlement du Plan d'Épargne d'Entreprise de Société Générale.

2 juillet 2014

Accord relatif au versement de la prime de partage des profits au titre des dividendes liés à l'exercice 2013.

11 juillet 2014

Avenant à l'accord sur l'évolution des métiers, des compétences et de l'emploi du 13 février 2013.

16 juillet 2014

Accord d'expérimentation du télétravail.

2 septembre 2014

Avenant au règlement du plan d'épargne collectif de Société Générale.

29 octobre 2014

Avenant à l'accord sur le mode de constitution du CCE de Société Générale.

61 Représentants du personnel *(suite)*

Dates de signature et objets des accords signés dans l'entreprise et dans la profession

4 – ACCORDS SIGNÉS AU SEIN DE L'ENTREPRISE *(suite)*

30 octobre 2014

Accord sur le fonctionnement du Comité Central d'Entreprise de Société Générale

Accord sur les compétences respectives en matière d'activité sociales et culturelles des Comités d'Établissement et du Comité Central d'Entreprise.

19 novembre 2014

Accord de substitution permettant l'adaptation du dispositif conventionnel Société Générale Securities Paris (SGSP) à celui de Société Générale.

18 décembre 2014

Accord relatif à la formation professionnelle.

Avenant au règlement du plan d'épargne entreprise de Société Générale.

22 décembre 2014

Avenant n°6 au règlement du PEG de Société Générale.

31 décembre 2014

Avenant N°13 à l'accord social du 7 juillet 2000.

Nombre de salariés bénéficiaires d'un congé de formation économique, sociale et syndicale	**224**	284	254

Relations professionnelles

Information et communication

	2014	2013	2012
Nombre d'heures consacrées aux différentes formes de réunions de personnel			
Droit d'expression des salariés	**0**	0	0
(nombre de groupes)	**0**	0	0

Procédures d'accueil

L'ensemble des informations utiles pour les nouveaux arrivants sont disponibles sous RH Online :

1 – Procédure d'accueil Starting, avec présentation détaillée pour chaque entité

2 – Les informations réglementaires :
- la convention collective
- le règlement intérieur
- la charte d'utilisation des moyens de communication
- le code de conduite

3 – La présentation du groupe Société Générale et ses engagements :
- Stratégie
- RSE
- Mission Handicap
- Culture RISK
- Banque relationnelle de référence

4 – La protection sociale :
- La mutuelle SG
- Le régime de prévoyance

5 – L'épargne salariale

6 – Un espace vie pratique

Procédures d'information ascendante ou descendante

– Journal interne dédié au réseau de détail France « Réseau&Co »

– Réussir

– Instructions

– Sites Intranet de Société Générale

Relations professionnelles

62 Information et communication *(suite)*

Système d'entretiens individuels

Lors de l'entretien annuel d'évaluation pour les techniciens et les cadres, et à la demande.

63 Procédures

	2014	2013	2012
Nombre de recours engagés devant les commissions paritaires nationales	**2**	0	3
Nombre d'instances judiciaires engagées et où l'entreprise est en cause			
avec un salarié	**67**	66	93
avec un syndicat	**1**	2	0
autre	**10**	7	9
Nombre de mises en demeure et de procès-verbaux de l'Inspecteur du Travail	**6**	1	0

Autres conditions de vie relevant de l'entreprise

Nous contribuons activement à la protection sociale de tous nos collaborateurs notamment sur les sujets liés à la santé, ainsi que la retraite, le décès, l'incapacité et l'invalidité. Ainsi, la mutuelle Société Générale couvre plus de 117 000 personnes (membres participants et ayants droit) en France.

À travers divers programmes locaux, nous offrons également à nos collaborateurs des dispositifs monétaires et non monétaires pour les accompagner dans des moments clés de leur quotidien et dans leur vie de famille. Ils peuvent notamment bénéficier d'aides relatives au logement et d'offres concernant les services à la personne. Ils peuvent également bénéficier pour leurs enfants de places de garde régulières ou ponctuelles dans des crèches interentreprises ou accéder à un service d'aide à la recherche de mode de garde via la plateforme partenaire Yoopies®.

DONNÉES CHIFFRÉES

VERSION IMPRIMABLE

Autres conditions de vie relevant de l'entreprise

Œuvres sociales (en millions d'€)

		2014	2013	2012
Répartition des dépenses de l'entreprise				
– Logement : versements et frais divers		**21,5**	20,9	21,4
– Transport		**63,7**	60,3	61,0
– Services médicaux et sociaux		**11,2**	10,9	10,7
– Médailles du travail		**8,5**	9,9	9,8
– Subventions diverses		**9,7**	8,3	9,9
– Allocation vacances		**5,8**	5,7	5,3
– Allocation pour frais d'études		**4,1**	4,1	3,9
– Allocation de crèche et de garde		**11,3**	10,7	10,4
TOTAL		**135,8**	130,9	132,3
– Logement : encours des avances au 31 décembre		**2 024,5**	1 919,0	1 788,9
Versements effectués				
Au CCE	Budget "Activités sociales et culturelles" du Comité Central et des CE	**23,5**	19,4	19,4
	dont budget des CE	**11,8**	9,7	9,7
Pour le compte du CCE				
	Subvention restauration	**42,0**	41,3	42,3
	Subvention de fonctionnement du CCE	**2,6**	2,5	3,1
	Subvention de fonctionnement des CE	**2,1**	1,8	1,8
	Total	**70,2**	65,0	66,6

Autres charges sociales (en millions d'€)

Montant des versements patronaux au titre de la maladie et de la prévoyance	**373,7**	**357,8**	**367,7**
dont versés à la Sécurité Sociale	**326,9**	315,1	326,0
Montant des versements patronaux au titre de la retraite	**402,6**	**386,2**	**393,7**
dont versés à la Sécurité Sociale	**161,5**	155,1	155,5